



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 9, n°3 | Novembre 2018

Perte de biodiversité, New Public Management et néolibéralisme

Henri Rouillé D'Orfeuil, 2018, *Transition agricole et alimentaire - La revanche des territoires*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 250 pages.

Maud Jovet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/12991>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Maud Jovet, « Henri Rouillé D'Orfeuil, 2018, *Transition agricole et alimentaire - La revanche des territoires*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 250 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 9, n°3 | Novembre 2018, mis en ligne le 13 novembre 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/12991>

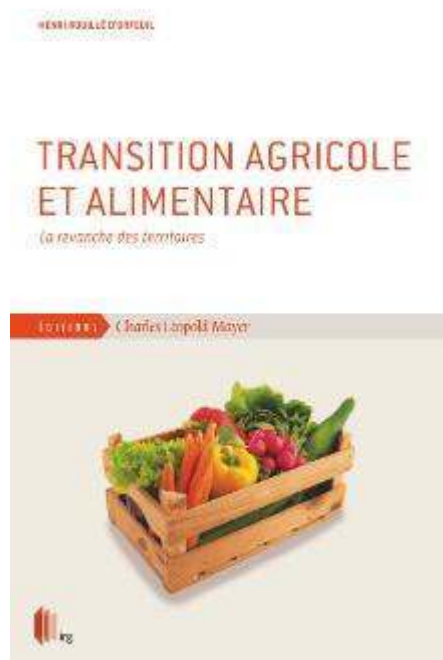
Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Henri Rouillé D'Orfeuil, 2018,
*Transition agricole et alimentaire - La
revanche des territoires*, Paris,
Éditions Charles Léopold Mayer, 250
pages.

Maud Jovet



- 1 Dans cet ouvrage de 250 pages, Henri Rouillé D'Orfeuil propose une analyse du système alimentaire mondialisé contemporain ainsi que le chemin à emprunter pour engager une transition agricole et alimentaire, qu'il annonce comme réalisable et nécessaire.

L'ouvrage est divisé en quatre parties. La première est consacrée à une approche historique des différentes crises agricoles européennes depuis le Moyen-Âge. La seconde détaille les causes et les manifestations de la crise contemporaine et séculaire depuis les années 1970. Puis le chercheur, dans la troisième partie, dresse un tableau de ce que pourrait être une transition vers une relance des dynamiques territoriales. Enfin, il se concentre sur la transition agro-alimentaire en analysant les révolutions agricoles depuis le néolithique et en exposant des pistes et des recommandations pour les acteurs du système alimentaire contemporain.

- 2 L'auteur commence son ouvrage avec un constat clair : la mondialisation de l'alimentation permet aux Occidentaux d'avoir accès à une nourriture moins chère, pratique, disponible et sûre d'un point de vue toxicologique et sanitaire. Mais derrière ces acquis confortables se cachent des externalités sociales, environnementales et culturelles : pollution, baisse de la biodiversité, disparition des identités alimentaires, extrême pauvreté des paysans des pays du Sud, ou encore désertification et baisse de l'activité économique dans les milieux ruraux. Responsable de 30 % des émissions de gaz à effet de serre et 75 % de la consommation d'eau douce, le système alimentaire industrialisé nécessite une réelle transformation.
- 3 Pour apporter un regard historique sur la crise actuelle, Henri Rouillé D'Orfeuil analyse l'histoire européenne depuis le Moyen-Âge. Avec l'approche de crises cycliques de Fernand Braudel, il met en exergue trois grandes périodes ayant débouché sur des crises agricoles charnières :
 - 1350 : les mauvaises récoltes de blé et la croissance démographique entraînent de graves famines et donc une perte conséquente de la population, puis une révolution des techniques agricoles.
 - 1650 : les débuts du marché-monde (commerce avec l'Orient, premiers banquiers italiens et villes-États) entraînent rapidement les premières crises du crédit dans le réseau de ports du Nord de l'Europe.
 - 1817 : la révolution industrielle anglaise fait apparaître l'économie de marché dont la pérennité est assurée grâce aux empires coloniaux. Les conséquences sociales (taudis, travail des enfants, densité de population) entraînent les premières révoltes ouvrières et paysannes.
- 4 Au sortir de la première guerre mondiale, les États-Unis appliquent les techniques de travail à la chaîne Taylorienne et Fordienne à la production alimentaire, entraînant des crises de surproduction. Pendant les Trente Glorieuses, les instances et accords internationaux (FMI, BIRD, GATT etc.) réduisent peu à peu les obstacles au libre-échange. Pour le chercheur, ces événements sont le terreau de la crise agro-alimentaire contemporaine.
- 5 L'auteur explique qu'en 150 ans la part d'agriculteurs dans la population active des pays du Nord est passée de 60 % à 3 % entraînant une urbanisation croissante, une prolétarianisation dans les grandes villes et une disparition de l'économie locale des territoires ruraux (population vieillissante et développement des zones industrielles et supermarchés remplaçant les petits commerces). En partie à cause de la mécanisation, « *la rémunération du capital prime sur la rémunération du travail* ». À l'échelle mondiale, ce phénomène entraîne la hausse des inégalités : en 2015, 1 % de la population mondiale possédait 48 % des richesses. Si une prise de conscience émerge à l'échelle internationale face aux phénomènes climatiques récurrents (instabilité des saisons, fonte des glaciers continentaux, élévation du niveau des mers & acidification, espèces en voie de disparition

etc.), une inquiétude grandie quant à l'impuissance de l'État à gérer cette crise. De plus, « les exclus sont dispersés dans les campagnes et les périphéries urbaines », ne pouvant constituer une classe sociale avec un projet politique.

- 6 Après ces constats, le chercheur amorce dans la troisième partie une discussion sur le chemin de la transition. Pour lui, une simple relance économique de type keynésienne ne fait qu'augmenter la consommation et les importations. Une transition durable doit alors s'apparenter à :
 - « Une relance des économies territoriales » : une entreprise locale dépense 60 % de sa recette localement contre 30 % pour les entreprises non-locales, c'est le « multiplicateur local ».
 - « Un ancrage territorial des acteurs économiques mondialisés » : les grandes multinationales doivent avoir des obligations fiscales au même titre que les acteurs nationaux.
 - « Une régulation volontariste de caractère politique entre les deux économies ».
 - « Une lutte contre les mauvaises externalités (...) des systèmes de production des deux économies et de consommation des particuliers ».
- 7 Pour penser la transition agricole et alimentaire, voire la « révolution agro-écologique », l'auteur revient sur les différentes révolutions agricoles au cours de l'histoire. Vers -8000 av. JC., la révolution néolithique apparaît. Les chasseurs-cueilleurs (prédation) deviennent des éleveurs et cultivateurs (agriculture). Les vivres disponibles augmentent de manière considérable mais l'explosion démographique fait apparaître les inégalités, les famines et autres maux sociaux. La révolution agricole du XVII^e fait apparaître la culture sans jachères grâce à l'association culture et élevage et la fertilisation de la terre par le fumier. La seconde révolution agricole est celle de l'industrie : la robotisation, les engrais et les semences sélectionnées multiplient par 2000 la productivité du travail. Cette ultime révolution est à l'origine de la crise agricole contemporaine. Alors que le travail agricole dans les exploitations conventionnelles est très faiblement rémunéré et compensé par les aides publiques dans l'OCDE, les études scientifiques démontrent la productivité de la petite culture diversifiée. Pour l'auteur, l'enjeu de la révolution agroécologique est de baser l'accompagnement agricole sur les expériences de terrain des exploitations et non sur « une pensée centralisée » issue d'experts scientifiques.
- 8 Dans cette transition, les rôles des pouvoirs publics nationaux et locaux sont clairement définis par Henri Rouillé D'Orfeuil :
 - Repérer les initiatives locales (circuits-courts, économie circulaire, terroirs etc.) ;
 - Caractériser ces initiatives ;
 - Favoriser leur changement d'échelle ;
 - Mobiliser de nouveaux acteurs pour qu'ils s'en inspirent (appels à projet, labellisation etc.) ;
 - Communiquer sur ces initiatives pour montrer l'exemple.
- 9 L'étude qu'Henri Rouillé D'Orfeuil nous propose dans son ouvrage nous invite ainsi à prendre du recul sur le système agricole et alimentaire. En effet, il développe une approche historique en revenant sur les crises agricoles charnières en Europe depuis le Moyen-Age et les révolutions agricoles depuis le Néolithique. Cela permet de comprendre les origines de la crise actuelle du système alimentaire industrialisé et de penser la transition agricole comme une nouvelle révolution, la « révolution agro-écologique ». L'auteur explique ainsi qu'« une crise est nécessaire pour provoquer des innovations dans le système agricole ». La force de l'ouvrage réside aussi dans sa capacité à responsabiliser les différents acteurs du système alimentaire. Il incombe aux pouvoirs publics nationaux et locaux une grande responsabilité mais démontre également le pouvoir du citoyen (en

temps que consommateur), des collectifs d'individus, des entreprises locales, des multinationales et des instances internationales gouvernementales ou des ONG.

- 10 Si le chercheur explique que la transition agricole et alimentaire doit se faire à l'échelle des exploitations et basée sur des expériences de terrain, il semble les laisser de côté dans son analyse. Dans la dernière partie qui traite du « Quoi » et du « Comment » de la transition, auraient pu être exposées les différentes techniques agricoles qui permettent de lutter contre les externalités environnementales, sociales et culturelles : agro-écologie, agroforesterie, permaculture, biodynamie, agriculture biologique etc. En ce sens, il est important de penser la conversion des agriculteurs conventionnels et non seulement la mise en valeur des initiatives existantes. Les producteurs, dont la part dans la population active ne fait que diminuer sont souvent oubliés des analyses des experts scientifiques, voire accusés. À l'inverse, ils doivent être intégrés aux recherches pour qu'ils deviennent le terreau d'une transition durable. Les systèmes agricoles respectueux de la Nature et des Hommes nécessitent une main d'œuvre très importante et peuvent difficilement être pensés sans envisager une augmentation de la part de paysans dans la population active.
-

AUTEUR

MAUD JOVET

Maud Jovet achève sa formation à l'Institut d'Études Politiques de Lille, après un master en « Développement Soutenable ». Elle est actuellement en stage de fin d'études au centre agroécologique « Les Amanins » (Drôme), initié par Pierre Rabhi au début des années 2000.